



Conseil de sécurité

Distr. générale
2 janvier 2014
Français
Original : anglais

Exposé succinct du Secrétaire général sur les questions dont le Conseil de sécurité est saisi et sur l'état d'avancement de leur examen

1. En application de l'article 11 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, et conformément à la note du Président en date du 26 juillet 2010 (S/2010/507), le Secrétaire général présente l'exposé succinct ci-après. La dernière liste complète des questions dont le Conseil est saisi et qu'il a examinées en séance depuis le 1^{er} janvier 2010 (S/2013/10/Add.49) a été publiée le 9 décembre 2013. Le dernier additif hebdomadaire (S/2013/10/Add.52) portait sur les faits nouveaux survenus jusqu'au 28 décembre 2013.

2. On trouvera ci-après la liste des questions dont le Conseil est actuellement saisi et qu'il a examinées en séance au cours de la période allant du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2013. Les dates indiquées pour chaque question sont celles de la première et de la plus récente des séances que le Conseil y a consacrées.

1. Examen du projet de rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale (6 septembre 1946; 30 octobre 2013).
2. La situation au Moyen-Orient (18 juillet 1960; 18 décembre 2013).
3. La situation à Chypre (27 décembre 1963; 30 juillet 2013).
4. La situation concernant le Sahara occidental (20 octobre 1975; 25 avril 2013).
5. La situation au Timor-Leste (15 décembre 1975; 19 décembre 2012).
6. Opérations de maintien de la paix des Nations Unies (30 mai 1990; 26 juin 2013).
7. La situation entre l'Iraq et le Koweït (2 août 1990; 27 juin 2013).
8. La situation au Libéria (22 janvier 1991; 10 décembre 2013).
9. La situation en Somalie (17 mars 1992; 10 décembre 2013).
10. La situation en Bosnie-Herzégovine (9 septembre 1992; 12 novembre 2013).
11. La question concernant Haïti (16 juin 1993; 10 octobre 2013).
12. La situation au Burundi (25 octobre 1993; 22 juillet 2013).



13. La situation en Afghanistan (24 janvier 1994; 17 décembre 2013).
14. La situation en Sierra Leone (27 novembre 1995; 18 septembre 2013).
15. Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (29 février 1996; 18 décembre 2013).
16. Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994 (29 février 1996; 5 décembre 2013).
17. La situation dans la région des Grands Lacs (1^{er} novembre 1996; 25 juillet 2013).
18. La situation concernant la République démocratique du Congo (29 mai 1997; 14 novembre 2013).
19. La situation en République centrafricaine (6 août 1997; 5 décembre 2013).
20. Résolutions [1160 \(1998\)](#), [1199 \(1998\)](#), [1203 \(1998\)](#), [1239 \(1999\)](#) et [1244 \(1999\)](#) du Conseil de sécurité (31 mars 1998; 19 novembre 2013).
21. Le sort des enfants en temps de conflit armé (29 juin 1998; 17 juin 2013).
22. La situation en Guinée-Bissau (6 novembre 1998; 9 décembre 2013).
23. Protection des civils en période de conflit armé (12 février 1999; 19 août 2013).
24. Armes de petit calibre (24 septembre 1999; 26 septembre 2013).
25. La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne (3 octobre 2000; 16 décembre 2013).
26. Les femmes et la paix et la sécurité (24 octobre 2000; 18 octobre 2013).
27. Exposé du Président de la Cour internationale de Justice (31 octobre 2000; 28 octobre 2013).
28. Exposé du Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (21 janvier 2001; 7 mai 2013).
29. Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution [1353 \(2001\)](#) (10 septembre 2001; 10 décembre 2013).
30. Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme (12 septembre 2001; 17 décembre 2013).
31. Exposés des présidents des organes subsidiaires du Conseil de sécurité (18 décembre 2002; 9 décembre 2013).
32. La situation en Côte d'Ivoire (20 décembre 2002; 30 juillet 2013).

33. Mission du Conseil de sécurité (18 juin 2003; 21 octobre 2013).
34. Promotion et renforcement de l'état de droit dans le cadre des activités de maintien de la paix et de la sécurité internationales (24 septembre 2003; 30 janvier 2013).
35. Région de l'Afrique centrale (24 novembre 2003; 25 novembre 2013).
36. Non-prolifération des armes de destruction massive (22 avril 2004; 29 juin 2012).
37. Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud (11 juin 2004; 24 décembre 2013)¹.
38. Consolidation de la paix après les conflits (26 mai 2005; 25 avril 2013).
39. La situation concernant l'Iraq (31 mai 2005; 25 novembre 2013).
40. Menaces contre la paix et la sécurité internationales (14 septembre 2005; 25 avril 2012).
41. Non-prolifération (29 mars 2006; 12 décembre 2013).
42. Consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest (9 août 2006; 17 décembre 2013).
43. Non-prolifération : République populaire démocratique de Corée (14 octobre 2006; 7 mars 2013).
44. Lettre datée du 22 novembre 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2006/920) (1^{er} décembre 2006; 14 janvier 2011).
45. Maintien de la paix et de la sécurité internationales (25 juin 2007; 19 juin 2013).
46. Paix et sécurité en Afrique (25 septembre 2007; 18 décembre 2013).
47. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales (6 novembre 2007; 28 octobre 2013).
48. Mise en œuvre des dispositions de la note du Président du Conseil de sécurité parue sous la cote S/2010/507 (27 août 2008; 29 octobre 2013).
49. Lettre datée du 6 février 2011, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Cambodge auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2011/58) (14 février 2011; 14 février 2011).

¹ Conformément à la note du Président du Conseil de sécurité en date du 11 novembre 2013 (S/2013/657), depuis cette date, le libellé du point de l'ordre du jour auparavant intitulé « Rapports du Secrétaire général sur le Soudan » a été révisé et se lit désormais « Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud ».

50. La situation en Libye (22 février 2011; 16 décembre 2013)².

51. La situation au Mali (4 avril 2012; 16 octobre 2013)³.

3. On trouvera ci-après la liste des questions citées dans l'exposé succinct de 2013 (S/2013/10 et Add.1 à 52) comme étant des questions dont le Conseil était saisi mais qu'il n'a pas examinées en séance au cours de la période de trois ans allant du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2013. Les dates indiquées pour chaque question sont celles de la première et de la plus récente des séances que le Conseil y a consacrées.

52. La question de Palestine (9 décembre 1947; 25 novembre 1966).

53. La question Inde-Pakistan (6 janvier 1948; 5 novembre 1965).

54. La question de Hyderabad (16 septembre 1948; 24 mai 1949).

55. Lettre datée du 20 février 1958, adressée au Secrétaire général par le représentant du Soudan (21 février 1958; 21 février 1958).

56. Lettre datée du 11 juillet 1960, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Ministre des relations extérieures de Cuba (18 juillet 1960; 5 janvier 1961).

57. Lettre datée du 31 décembre 1960, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Ministre des relations extérieures de Cuba (4 janvier 1961; 5 janvier 1961).

58. La situation dans le sous-continent indo-pakistanaï (4 décembre 1971; 27 décembre 1971).

59. Lettre datée du 3 décembre 1971, adressée au Président du Conseil de sécurité par les Représentants permanents de l'Algérie, de l'Iraq, de la République arabe libyenne et de la République démocratique populaire du Yémen auprès de l'Organisation des Nations Unies (9 décembre 1971; 9 décembre 1971).

60. Plainte déposée par Cuba (17 septembre 1973; 18 septembre 1973).

61. Organisation de la Conférence de la paix sur le Moyen-Orient (15 décembre 1973; 15 décembre 1973).

62. Le problème du Moyen-Orient, y compris la question palestinienne (12 janvier 1976; 11 octobre 1985).

63. La situation dans les territoires arabes occupés (4 mai 1976; 13 juillet 1998).

² Conformément à la note du Président du Conseil de sécurité en date du 16 mars 2011 (S/2011/141), depuis cette date, les questions relatives à la Jamahiriya arabe libyenne auparavant examinées au titre de la question intitulée « Paix et sécurité en Afrique » sont examinées au titre de la question intitulée « La situation en Libye ».

³ Conformément à la note du Président du Conseil de sécurité en date du 20 décembre 2012 (S/2012/961), depuis cette date, les questions relatives au Mali auparavant examinées au titre de la question intitulée « Paix et sécurité en Afrique » sont examinées au titre de la question intitulée « La situation au Mali ».

64. La question de l'exercice par le peuple palestinien de ses droits inaliénables (9 juin 1976; 30 avril 1980).
65. La situation entre l'Iran et l'Iraq (26 septembre 1980; 31 janvier 1991).
66. Lettre datée du 1^{er} octobre 1985, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Tunisie auprès de l'Organisation des Nations Unies (2 octobre 1985; 4 octobre 1985).
67. Lettre datée du 4 février 1986, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la République arabe syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies (4 février 1986; 6 février 1986).
68. Lettre datée du 15 avril 1986, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Jamahiriya arabe libyenne auprès de l'Organisation des Nations Unies;
Lettre datée du 15 avril 1986, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Burkina Faso auprès de l'Organisation des Nations Unies;
Lettre datée du 15 avril 1986, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la République arabe syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies;
Lettre datée du 15 avril 1986, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent d'Oman auprès de l'Organisation des Nations Unies (15 avril 1986; 24 avril 1986).
69. Lettre datée du 19 avril 1988, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Tunisie auprès de l'Organisation des Nations Unies (21 avril 1988; 25 avril 1988).
70. Lettre datée du 2 février 1990, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies (9 février 1990; 9 février 1990).
71. La situation en Géorgie (8 octobre 1992; 15 juin 2009).
72. Questions d'ordre général relatives aux sanctions (17 avril 2000; 21 décembre 2006).
73. Exposé du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (10 novembre 2000; 8 janvier 2009).
74. Lettre datée du 5 octobre 2003, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la République arabe syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies ([S/2003/939](#));
Lettre datée du 5 octobre 2003, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Liban auprès de l'Organisation des Nations Unies ([S/2003/943](#)) (5 octobre 2003; 5 octobre 2003).
75. La situation au Myanmar (15 septembre 2006; 13 juillet 2009).
76. La situation au Tchad, en République centrafricaine et dans la sous-région (27 août 2007; 20 décembre 2010).

77. Lettre datée du 4 juin 2010, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la République de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2010/281) et autres lettres pertinentes (9 juillet 2010; 9 juillet 2010).
78. Lettre datée du 18 décembre 2010, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2010/646) (19 décembre 2010; 19 décembre 2010).
4. Conformément aux dispositions de la note du Président du Conseil de sécurité en date du 26 décembre 2010 (S/2010/507), les membres du Conseil ont passé en revue les questions figurant sur la liste des questions dont le Conseil est saisi. Il ressort par ailleurs de la note du Président que les questions 52 à 78 ci-dessus sont susceptibles d'être retirées de la liste en 2014, pour n'avoir pas été examinées par le Conseil en séance au cours de la période de trois ans allant du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2013.
5. Conformément à la procédure énoncée dans la note du Président, les questions visées au paragraphe 4 ci-dessus seront retirées de la liste des questions dont le Conseil est saisi, à moins qu'un État Membre de l'Organisation informe le Président du Conseil, avant le 28 février 2014, qu'il souhaite qu'une question susceptible d'être retirée de la liste y soit maintenue, auquel cas elle y demeurera pour un an, sauf si le Conseil en décide autrement. Le retrait d'une question de la liste ne signifie pas que le Conseil ne puisse pas l'examiner ultérieurement s'il le juge nécessaire.
6. Le premier des additifs au présent exposé succinct, qui sera publié en février 2014, comportera une liste complète et actualisée des questions dont le Conseil est saisi, indiquant celles qu'il aura examinées en séance depuis le 1^{er} janvier 2010. Par la suite, le premier additif publié chaque mois comportera une liste complète et actualisée des questions dont le Conseil est saisi, indiquant celles qu'il aura examinées en séance depuis le 1^{er} janvier 2011. Pour s'acquitter de la tâche qui lui incombe selon l'article 11 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, le Secrétaire général publiera également, les semaines intermédiaires, un additif hebdomadaire à cet exposé succinct ne citant que les questions sur lesquelles le Conseil se sera prononcé pendant la semaine écoulée, ou précisant qu'il n'y a eu aucun changement pendant cette période.
7. Le premier additif publié en mars 2014 indiquera quelles questions, parmi celles qui sont visées au paragraphe 4 ci-dessus, le Conseil de sécurité aura décidé de maintenir sur la liste pour une année à la demande d'un État Membre et celles qui, faute d'une telle décision du Conseil, en auront été retirées.
-